

L'ABELLE

1er SEPTEMBRE.

Pour rester fidèles à la tradition, nous publions cette année, le 1er septembre, une Revue complète des opérations financières et commerciales de l'exercice 1896-97 à la Nouvelle-Orléans.

Le Cas d'Angiolo.

Il vient de se passer, au cours du procès d'Angiolo, l'assassin du ministre Canovas, condamné à mort, un fait qui peut paraître insignifiant au premier abord, mais qu'il est bon de relever; car il est gros de précieux enseignements; car il indique réellement la plaie qui ronge nos sociétés, et il suggère en même temps le moyen, le meilleur peut-être, de les en déviter.

Angiolo ne manque pas d'un certain courage, comme un grand nombre d'assassins, du reste. Il a prouvé depuis quelques jours, quand il a commis son crime, il savait bien qu'il ne pouvait échapper au châtiement — ce qui ne l'a pas empêché de frapper sa victime.

Lors de son entrée dans le tribunal, il toisa arrogantement l'auditoire du regard. Il considérait les officiers qui allaient le juger, comme de petits esprits; comme des gens incapables d'accomplir un acte qui, comme le sien, fit parler d'eux dans les deux mondes. Il posait en grand agitateur politique, en vengeur de la noble secte des anarchistes. Il se croyait un héros et comptait bien être traité comme tel.

Et bien, tout cet étalage de fierté hautaine s'est écroulé, quand il a entendu le ministère public demander son exécution par la supplice infligé aux plus vulgaires meurtriers, par le garrot. Qu'on lise le compte-rendu de son procès, et l'on verra qu'il n'a pas cherché à défendre sa vie. Ce qui l'a révolté, c'est de ne pas mourir fastueusement, devant la foule, de ne pas pouvoir affronter les douze canons de fusil braqués sur sa poitrine. Il fallait qu'on lui rendit, en le fusillant, les honneurs militaires. Ce n'est là qu'un exemple, entre mille, du monstrueux orgueil qui égare de nos jours tant de natures. La notoriété nous enlève, à toute force, toute pudeur. Nous voulons faire parler de nous. Quand nous en sommes incapables par les moyens ordinaires, nous avons recours aux expédients les plus scandaleux, les plus étranges, les plus terribles.

Il y en a même qui en arrivent, comme Caserio, par exemple, comme Angiolo, à se faire envoyer dans l'autre monde, pour faire leur chemin dans celui-ci. Oui, c'est bien là le mal qui ronge nos sociétés modernes; et si l'on savait faire le silence le plus profond, le plus désagréable autour de ces misérables, le nombre en diminuerait bientôt.

ECHOS DE PARTOUT.

Au Siam.

L'Avenir du Tonkin contient l'information qui suit: "En l'absence du roi, qui s'est rendu en Europe pour y apprendre l'Anglais, nous voyons les hauts fonctionnaires placés par lui à la tête des affaires politiques faire tout ce qu'ils peuvent pour arriver à créer un conflit.

"En ce moment, ce sont nos protégés les Cambodgiens et les Laotiens sur lesquels ils déploient toute leur activité en voulant leur imposer le service militaire. Ces jours derniers, c'est à Samsoy qu'ils ont voulu exercer leurs agissements. Toute la population mâle de la ville avait fui pour échapper à ces enrôlements forcés.

"Les Siamois ont mis la main sur toutes les femmes et enfants et les ont emmenés comme otages.

"Pour les mêmes raisons, le même traitement est réservé aux Laotiens. Ceux-ci sont également contraints de s'enfuir pour ne pas être astreints au service militaire et ce sont leurs familles qui se voient saisies et emprisonnées. Quelques rares Cambodgiens et Laotiens sont parvenus à se soustraire aux troupes siamoises et ont trouvé un refuge dans nos divers consulats; mais, jusqu'à présent, cette question du service militaire n'a pas été nettement tranchée.

"Cambodgiens et Laotiens protestent contre cette réglementation et démentent au roi de Siam le droit de les appeler sous les armes. Tous nos représentants à bas semblent disposés à soutenir leurs protestations."

Allemagne.

Les journaux de Berlin s'accordent à dire que la retraite du chancelier de l'empire, prince Hohenlohe, est chose décidée et qu'elle s'effectuera au plus tard dans le courant de l'automne. On croit généralement que c'est M. de Bülow qui lui succédera. Le général de Waldersee, dont le nom a été maintes fois mis en avant pour le poste de chancelier, fait démentir le bruit suivant lequel il serait disposé à accepter la succession du prince Hohenlohe. Le général entend rester à la tête de son commandement.

M. de Köller, l'ancien secrétaire d'Etat à l'intérieur, qui était en disponibilité depuis sa disgrâce, va rentrer dans l'administration supérieure. Le Moniteur de l'Empire publie sa nomination au poste de président supérieur du Schleswig-Holstein. D'autre part, les Dernières Nouvelles de Dresde rééditent le bruit d'une prochaine entrevue de l'empereur avec le prince de Bismarck. "Nous avons annoncé, dit ce journal, que l'empereur avait l'intention de consulter l'ex-chancelier dans les questions relatives à la direction des affaires de l'empire. Nous apprenons aujourd'hui que l'empereur, à son retour du Nord, désire avoir une entrevue avec le prince de Bismarck."

Egypte.

On annonce, de source anglaise, que les gouvernements égyptien et italien ont-ou- le dernier échange de vœux au sujet du Soudan et de l'avenir de Kassala.

On a mandé au gouvernement italien de maintenir une garnison italienne à Kassala jusqu'en décembre, époque à laquelle la discussion serait reprise au sujet des dispositions à prendre. On espère, de plus, qu'au mois de décembre, les mesures anglo-égyptiennes auraient eu pour effet de dégager le gouvernement italien de la responsabilité très onéreuse du maintien d'une garnison à Kassala.

Autriche.

D'après la Wiener Zeitung, l'empereur a nommé l'archiduc François-Ferdinand protecteur de la section autrichienne à l'Exposition universelle de Paris en 1900.

Le ministre du commerce, M. Glanz, est nommé président de la commission centrale de cette exposition; M. Weigelsperger, chef de division au ministère du commerce, est nommé vice-président.

La commission est composée du président de la Chambre des députés, de nombreux membres des deux Chambres du Reichsrath, de grands propriétaires terriens, de professeurs d'agriculture, de fonctionnaires, d'artistes, etc.

En outre, il a été formé un sous-comité ainsi que des comités spéciaux pour l'exposition rétrospective des arts et pour l'exposition forestière.

WISSEMBOURG.

C'était, le 4 août, journée mémorable, journée triste pour les habitants de Wissembourg, qui ont accompli, comme les années précédentes, un pieux pèleriage vers la tombe de soldats français qui défendaient avec désespoir la cité alsacienne contre l'envahisseur, le 4 août 1870. J'ai devant les yeux, écrit M. Marcel Hutten, la lettre qu'un notable habitant de Wissembourg vient de m'adresser, j'en détache le passage qui concerne la touchante cérémonie à l'éclat de laquelle hommes, femmes et vieillards ont contribué à profusion.

"Ne croyez pas, me dit mon honorable correspondant, que les vingt-sept ans écoulés depuis la mémorable journée où on nous ramena vers cinq heures du soir le pauvre général Abel Douay mort, nous ait fait oublier... "Maintenant que l'an prochain, comme il y a dix ans, comme il y a vingt ans, nous allons dégarnir avec amour nos jardins, nous allons tresser des couronnes, arranger des bouquets et jeter des fleurs sur les tombes de nos amis qui sont morts pour la patrie. Et, très tard dans la soirée, une députation lacouque m'apprend que "jamais cérémonie commémorative ne fut plus touchante au cimetière de Wissembourg. Les femmes de la ville de la Lauter ont littéralement couvert de bouquets et de couronnes le monument élevé "à la mémoire du glorieux défenseur de la patrie"; et la pierre tombale sous laquelle repose le général Abel Douay, tué au Geisberg.

"Mme Abel Douay, veuve du glorieux général, a envoyé une superbe couronne de Besançon, où elle réside. De leur côté, les officiers et soldats du régiment d'infanterie brandebourgeoise No 60, qui tient garnison à Wissembourg, sont allés, eux aussi, par ordre, porter des couronnes sur la tombe de nos morts en même temps qu'ils ornaient d'immortelles le monument élevé à la mémoire des leurs."

Depuis cinq ans, le gouvernement d'Alsace-Lorraine interdit à nos amis des localités historiques d'Alsace-Lorraine d'entourer leurs couronnes du petit ruban tricolore, emblème de la patrie à laquelle ils ont été arrachés.

Rarement cérémonie a été empreinte d'un silence plus éloquent, d'une tristesse plus solennelle que la commémoration à laquelle ont assisté les Wissembourgeois et les Wissembourgeoises.

Qu'on me permette de noter ici un souvenir sur l'héroïque défense de l'ancienne ville-frontière française. Ce souvenir émane de M. Edgard Hepp, qui fut le dernier sous-préfet français de Wissembourg et qui remplit aujourd'hui les fonctions de président du conseil de préfecture de Seine-et-Oise. M. Hepp, qui assista et prit une part des plus honorables à la bataille de Wissembourg, m'a raconté cet incident, qui démontre combien les Allemands ont été mal inspirés d'exagérer leurs bruyants anniversaires de victoire!

"L'4 août au soir, m'a dit l'ancien sous-préfet de Wissembourg, je me trouvais chez le général comte de Bothmer, pour lui demander l'autorisation qui me fut du reste accordée — de procéder aux funérailles du général Abel Douay; le nouveau commandant prussien de notre malheureuse ville, au moment de me retirer, me posa tout à coup cette question:

"Monsieur le sous-préfet, pourriez-vous me dire l'importance de l'armée contre laquelle nous nous sommes battus?"

Cette question provoqua déjà les Allemands ne connaissant pas les forces que nous leur opposions.

"Je devais répondre? se demanda l'excellent fonctionnaire, je n'y vis pas d'inconvénient, l'armée étant en retraite et non poursuivie, ainsi que je venais de l'apprendre, et puis j'étais un peu glorieux. Je répondis:

"Il y avait dans Wissembourg un bataillon comprenant cinq cents hommes et moins de six mille hommes au Geisberg.

"—Il est impossible, répliqua vivement le général, qu'il n'y ait pas eu plus de troupes!"

"—Je vous affirme la chose, répondit froidement le sous-préfet. —Cela serait bien étonnant; nous estimions à plus de deux divisions les forces qui nous étaié opposées!"

"Que dites-vous de cette consécration de l'ardent courage, de l'héroïsme de nos soldats. Eh bien! M. Hepp avait encore exagéré de trop, sans le savoir leur nombre. L'après une étude comparative des documents publiés par les états-majors allemand et français, voici quels ont été les effectifs engagés au feu:

"Le général Douay, le 4 août, n'avait que huit bataillons d'infanterie comprenant 4,785 hommes, trois batteries d'artillerie avec 448 hommes et une compagnie du génie de 100 hommes. Quant à la cavalerie, qui comptait 688 sabres, e le ne prit aucune part au combat.

"Les forces allemandes étaient de 75,000 hommes. D'après les états des pertes 31 bataillons irritant que l'incertitude?"

Il passa sa journée au Ministère, à compiler des documents et à rédiger des rapports. Puis, il se rendit chez Mme de Lachesnayes.

Pressé d'interroger Bob, il eût voulu, sitôt sa visite terminée, retourner chez lui; sa mère le garda à dîner, et il n'osa refuser.

Mais il était nerveux, distrait, malgait du bout des dents, et saillait au moindre bruit. Faustine s'en aperçut. —Tu n'es pas indispoté, mon enfant? demanda-t-elle avec sollicitude.

"Mme de Lachesnayes, veuve de d'infanterie comprenant 30,222 combattants et 15 batteries d'artillerie ont été engagées au feu. —On s'est donc battu à la proportion de plus de six fusils contre un et de cinq canons contre un!"

"Les Allemands ont perdu le 4 août 91 officiers, 1,460 soldats. Nous avons de notre côté 1,100 officiers et soldats de tués ou blessés et 900 prisonniers faits moitié à Wissembourg et moitié au Heisberg!"

N'est-il pas plus touchant encore, après cet aveu prussien, le pieux pèleriage des Wissembourgeois sur les tombes des héros morts au champ d'honneur le 4 août?"

MÉNÉLIK À PARIS.

Il se confirme que le négus a l'intention de se rendre en France en 1900.

Dès négociations, entamées déjà lors de la mission Lagarde, se poursuivent actuellement à propos de ce voyage, dont les principales lignes sont arrêtées et qui promet d'être l'un des clous de l'Exposition de 1900.

Ménélik ira à installer à Paris avec l'impératrice dès le mois de mars 1900 et y restera jusqu'à la fin de juillet; une partie importante de l'indemnité de guerre versée par l'Italie serait affectée à ce séjour et aux fêtes que l'empereur d'Ethiopie comptait donner en France. Leurs Majestés seraient accompagnées d'une suite nombreuse et d'une garde d'honneur prise parmi l'élite des troupes abyssines.

Ce simple aperçu des conditions spéciales dans lesquelles aurait cette visite suffit pour indiquer combien sont étroites et patiemment amicales les relations qui unissent le négus à la France.

Ajoutez que l'exposition de l'Ethiopie sera très importante et qu'elle offrira un intérêt considérable pour nos industriels et nos commerçants.

Noms Curieux.

Au moment où les couturiers et les modistes rêvent déjà des créations de la saison prochaine, il est curieux et amusant de rappeler les noms des garnitures féminines, il y a à peu près cent ans, en 1786. Nos arrière-grandes mères intitulaient les rubans à la mode: "attention marquée," "désespoir," "œil abattu," "un instant," "une conviction."

"La névoque-t-il pas toute une époque charmante et surannée qui fleurit l'ombre et la peau d'Espagne? Les mémorialistes dérivant de la façon suivante la toilette d'une actrice en vogue vue à l'Opéra: "Mlle Dutché était dernièrement à l'Opéra avec une robe de "soupirs étouffés," ornée de "regrets superflus," un point au milieu de "candeur parfaite" garnie de "plaintes indistinctes," des rubans en "attention marquée;" des souliers couleur "cheveux de la Reine," brodés en diamants en "coups perdus" et les "venez-y voir" en émeraudes; frisée en "sentiments soutenus" avec un bonnet de "conquête assurée" garnie de plumes "volages" et de rubans "d'œil abattu;" un "chat" sur le col couleur de "guez nouvellement arrivé" et sur les épaules une "médécine" montée en "bienséance" et son manchon "d'agitation momentanée."

Qu'en penserait Miss Blanche, notre collaboratrice des non-danités? Quelle compétence, en effet, ne fallait-il pas alors pour distinguer un ruban "désespoir" d'un "œil abattu"?

Je me serais même passée de cette soirée; mais ma chère Diane m'a tant suppliée de venir, que j'ai dû le lui promettre.

—Il me semble que vous êtes très liée avec Mlle de Saint-Albin, fit Gaston.

—En effet, il ne se passe guère de jour que nous ne nous voyions.

—Cela m'étonne. Je ne crois pas qu'il puisse exister deux natures aussi opposées que les vôtres.

Comment faites-vous pour vous accorder avec un caractère aussi impérieux et aussi difficile que celui de Mlle Saint-Albin?

ODYSSEE

Voici quelques renseignements sur le Polonais Maloukiewitch, dont on vient de signaler le suicide:

Né au mois de juin 1867 à Varsovie, Boleslas Maloukiewitch appartenait à une excellente famille, qui lui fit donner une instruction supérieure. Vers la vingtième année, le jeune homme séduisit par les idées révolutionnaires, s'affilia à certains comités nihilistes et en devint bientôt l'un des membres les plus influents.

Mais il avait été signalé à la police, et un mandat d'arrêt fut lancé contre lui. Il quitta Varsovie, se rendit à Vienne et organisa, en 1888, un complot contre le chef de la police autrichienne.

Arrêté et emprisonné, il fut condamné à mort. Quelques jours avant la date fixée pour l'exécution, Boleslas réussit à s'évader et parvint à gagner Paris, où il alla demeurer rue Pascal.

Là, il vécut pauvrement des ressources que lui procuraient différents métiers, adressant des informations à un journal étranger et s'occupant d'assurances pour le compte d'une compagnie américaine. Entre temps, il étudiait la médecine.

Toutes les lettres qui lui parvenaient de l'étranger lui étaient adressées sous le nom de Bakaret, qu'il avait adopté pour échapper aux recherches.

Depuis quatre ans, Maloukiewitch vivait avec une jeune femme originaire du Luxembourg, Marceline Theisen; il en avait un enfant, aujourd'hui âgé de deux ans.

Tous les mois, il recevait d'un révolutionnaire allemand, appartenant à la classe riche, une subvention de trois cents francs, qu'il distribuait généreusement à ses compatriotes dépourvus de ressources.

Cette subvention cessa de lui être servie il y a environ deux mois. En même temps, Maloukiewitch perdait l'une des places qui lui permettaient de faire face aux besoins de sa vie, et il ne tardait pas à s'apercevoir que ses compatriotes s'éloignaient de lui.

Autre soir, il résolut de partir pour Londres, vendit son mobilier, qui lui fut payé 120 francs et se rendit au refuge de la rue Chevaleret et sollicita un secours qui lui fut refusé.

Il y retourna le lendemain au soir, à six heures, et il fut alors une discussion avec les Polonais hospitalisés, qui l'accusèrent de s'être vendu à la police russe.

Indigné d'une pareille accusation, Maloukiewitch protesta violemment puis, dans une crise de désespoir, il sortit un revolver de sa poche et se fit sauter la cervelle.

Joseph Désiré Tholozan.

Joseph-Désiré Tholozan, médecin français, dont la mort a été annoncée dans nos dépêches d'hier, était né à Diego Gracia (île Maurice), le 9 octobre 1820. Il entra au service de santé de l'armée en 1841. Aide-major de 1re classe en 1851; médecin-major, en 1857, médecin principal de l'armée de 2e classe, en 1862, et de 1re classe en 1868, il a été admis à la retraite en 1880. Professeur agrégé au Val-de-Grâce, il fut, en 1865, détaché pour une mission en Perse et mis hors cadre. A Téhéran, il devint médecin principal du shah Nasserdouddin, qu'il accompagna lors de ses deux voyages en Europe.

Correspondant de l'Académie de médecine depuis 1867, il a été élu correspondant de l'Institut le 8 juin 1874. M. Tholozan a été promu officier de la Légion d'honneur le 12 août 1865 et commandeur le 29 décembre 1884. On cite de lui: Une épidémie de peste en Mésopotamie en 1867. Histoire de la peste bubonique en Mésopotamie; De la génèse du choléra dans l'Inde et son monde d'origine; Histoire de son monde d'origine; Histoire de ses dernières épidémies au Caucase, des Mémoires sur les origines du choléra et sur les causes de décadence des nations musulmanes.

Lettre du Colonel Monteil. M. le Colonel Monteil adresse la nouvelle lettre suivante au journal le Temps, de Paris: Herblay, ce 1er août 1897.

A Monsieur le directeur du Temps: Dans votre numéro du 30 juillet, vous faites suivre la production de ma lettre de commentaires que j'ai le devoir de relever.

Pour justifier la modération dont vous avez usé en quant à l'échec des opérations de la colonne de Kayes, vous dites: "Mais si Savory a été fortement bousculé par nos troupes, en fin de compte ses bandes sont revenues en force contre la colonne française, éprouvée par quatorze combats successivement livrés. Et c'est par euphémisme, ou à contome, d'appeler la concentration en arrière sur la base d'opérations, ne saurait, dans le cas où nous occupé, que très difficilement passer pour un succès."

Fortement bousculade est une appréciation qui à sa valeur. Mais vous venez ensuite affirmer que les bandes de Savory, revenant en force contre la colonne, l'ont obligée à la retraite; à cette version j'oppose la dénomination plus formelle. L'heureux euphémisme de concentration en arrière sur la base d'opérations n'est pas davantage applicable au cas de la colonne de Kong.

Concentration, en effet, suppose une séparation préalable. — Or, la colonne n'a fait aucun détachement du 3 au 17 mars, elle n'a jamais été entamée, elle est revenue entière à Sattama, dans le but, je le répète, de s'alléger de ses blessés et de se ravitailler parce que son effectif ne lui permettait pas d'avoir des services d'arrière, d'évacuation et de ravitaillement.

Mais, trêve de mots. — Un fait domine le débat. Vous affirmez que la colonne de Kayes a subi un échec en battant en retraite devant Savory.

Vous vous faites juge d'opérations militaires dans lesquelles l'honneur national a été engagé. Il vous faut prouver ou rétracter. Veuillez, etc.

P.-L. MONTEIL. MOTS DE LA FIN. — Un gardien de la paix verbalise contre un cocher qui vient de renverser un piéton.

—Comment! lui dit-il dans cette rue presque déserte vous trouvez le moyen de "faire des accidents"!

Le Collignon, goguenard: —On serait le talent, sans ça!

A l'examen pour le baccalauréat: L'EXAMINATEUR. — Que savez-vous de Belisaire?

LE CANDIDAT. — Belisaire étoit un général qui devint aveugle... Il fut réduit pour vivre à jouer de la clarinette sur le Pont-Euxin!

les enroulés dans les torsades de ses beaux cheveux et autour de son cou sculptural, la jeune fille était en beauté ce soir.

Se souvenant de ce que lui avait dit Mme de Lachesnayes, Gaston s'arrêta et la regarda avec un véritable intérêt.

—Ma mère a raison, dit-il, elle a beaucoup changé. Quelle expression de douceur mêlée de tristesse répandue sur ses traits. Et comme elle se montre attentive et prévenante envers ses hôtes! Par quel miracle cette enfant gâtée, cette coquette assoiffée d'hommages se donne-t-elle tant de peine pour remplir les devoirs de l'hospitalité?

Il reprit sa marche nonchalante. Dans un autre salon il vit, au milieu d'un groupe d'hommes, cette lady Audley dont William Bryant lui avait parlé avec tant de mépris.

Ce soir-là l'Anglaise portait une robe en satin de cette nuance verte bleuâtre connue sous le nom de reflet d'astre, brochée d'arabesques d'argent.

Pour tout ornement quelques étoiles de brillants scintillaient, piquées dans ses cheveux tressés en diadème.

A continuer. Les Mœurs de Tète. La Coquette. Étienne de ce qui résulte de la lecture de l'emploi judiciaire des Mœurs à Paris.